

Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation

Michel Wieviorka

N°16 | juillet 2012

La sociologie s'est récemment ouverte au concept de « sujet », et, encore plus récemment, au projet d'en envisager la face sombre, destructrice et autodestructrice. Il faut faire maintenant un pas de plus, et envisager les processus de subjectivation et de dé-subjectivation à travers lesquels se façonnent et se transforment en permanence le sujet et sa face sombre, l'anti-sujet. À partir de là, il est possible d'analyser les phénomènes de mise en avant de mémoires dans l'espace public sous un angle nouveau qui est celui précisément des logiques de subjectivation et de dé-subjectivation au fil desquels elles se projettent dans l'espace public, ou restent enfouies dans le silence des consciences.



Working Papers Series

Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation

Michel Wieviorka

Juillet 2012

L'auteur

Michel Wieviorka est directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, et est actuellement administrateur de la Fondation Maison des sciences de l'homme. Il a dirigé le Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques (CADIS) fondé par Alain Touraine. Il a publié de nombreux ouvrages sur les mouvements sociaux, le racisme, le terrorisme, la violence, le multiculturalisme et les différences culturelles. Petite sélection : *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988 ; *L'espace du racisme*, Paris, Seuil, 1991 ; *La démocratie à l'épreuve. Nationalisme, populisme, ethnicité*, Paris, La Découverte, 1993 ; *Une société fragmentée. Le multiculturalisme en débat* (dir.), Paris, La Découverte, 1996 ; *La différence*, Paris, Balland, 2001 ; *La tentation antisémite. Haine des juifs dans la France d'aujourd'hui* (dir.), Paris, Robert Laffont, 2005 ; *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Editions Robert Laffont, octobre 2008 (rééd. Fayard, Pluriel, 2011) ; *Evil* (Polity Press, 2012).

The author

Michel Wieviorka is a Professor at the École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris. He is currently chairing the Fondation Maison des sciences de l'homme. He has been Director of the Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques founded by Alain Touraine. He published several books on social movements, racism, terrorism and violence, including in English *The Arena of Racism* (Sage, 1995), *The Making of Terrorism* (University of Chicago Press, new edition November 2002) and *Violence: a New Approach* (Sage, 2008). His last book in English is entitled *Evil: A Sociological Perspective* (Polity Press, may 2012). Michel Wieviorka has been President of the International Sociological Association (2006-2010). His more recent works include a large field research on violence and anti-semitism in France: *The Lure of Anti-Semitism. Hatred of Jews in Present-Day France* (Brill) is the translation of a research published in French under the title *La tentation antisémite. Haine des Juifs dans la France d'aujourd'hui* (Robert Laffont, 2005). He is also involved in international debates on multiculturalism and cultural differences.

Pour citer ce document/Citing this document

Michel Wieviorka, *Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation*, FMSH-WP-2012-16, juillet 2012.

© Fondation Maison des sciences de l'homme - 2012

Informations et soumission des textes :
wpfmsh@msh-paris.fr

Fondation Maison des sciences de l'homme
190-196 avenue de France
75013 Paris - France

<http://www.msh-paris.fr>
<http://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP>
<http://wpfmsh.hypotheses.org>

Les Working Papers et les Position Papers de la Fondation Maison des sciences de l'homme ont pour objectif la diffusion ouverte des travaux en train de se faire dans le cadre des diverses activités scientifiques de la Fondation : Le Collège d'études mondiales, Bourses Fernand Braudel-IFER, Programmes scientifiques, hébergement à la Maison Suger, Séminaires et Centres associés, Directeurs d'études associés...

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions institutionnelles de la Fondation MSH.

The Working Papers and Position Papers of the FMSH are produced in the course of the scientific activities of the FMSH: the chairs of the Institute for Global Studies, Fernand Braudel-IFER grants, the Foundation's scientific programmes, or the scholars hosted at the Maison Suger or as associate research directors. Working Papers may also be produced in partnership with affiliated institutions.

The views expressed in this paper are the author's own and do not necessarily reflect institutional positions from the Foundation MSH.

Résumé

La sociologie s'est récemment ouverte au concept de « sujet », et, encore plus récemment, au projet d'en envisager la face sombre, destructrice et autodestructrice. Il faut faire maintenant un pas de plus, et envisager les processus de subjectivation et de dé-subjectivation à travers lesquels se façonnent et se transforment en permanence le sujet et sa face sombre, l'anti-sujet. À partir de là, il est possible d'analyser les phénomènes de mise en avant de mémoires dans l'espace public sous un angle nouveau qui est celui précisément des logiques de subjectivation et de dé-subjectivation au fil desquels elles se projettent dans l'espace public, ou restent enfouies dans le silence des consciences.

Mots-clés

sujet, subjectivation, dé-subjectivation, mémoire, conscience du temps

From the concept of 'subject' to the concepts of subjectivization and de-subjectivization

Abstract

Sociology has recently opened up to the concept of 'subject' and, even more recently, to the project of envisaging the subject's dark, destructive and self-destructive aspects. We now have to take a further step and give some consideration to the processes of subjectivization and de-subjectivization by means of which the subject, and its dark counterpart, the anti-subject, are shaped and ceaselessly transformed. Once we have done this, it will be possible to analyse the phenomena of the projection of memories into public space from a new angle, namely, precisely, the processes of subjectivization and de-subjectivization in the course of which memories are projected into the public sphere or remain buried in the silence of consciences.

Keywords

subject, subjectivization, de-subjectivization, memory, awareness of time

Les sciences sociales ont opéré dans les années 80-90 un tournant important. Celui-ci s'est ébauché dans les décombres, encore brûlantes çà et là, des paradigmes et des approches qui avaient dominé la phase précédente. À partir de la fin des années 60, en effet, les sciences sociales classiques ont semblé commencer sinon à se décomposer, du moins à se transformer pour sortir de l'ère classique.

La décomposition a concerné en tout premier lieu leurs grands systèmes théoriques, elle a été marquée par une sorte de rejet à l'égard même de toute idée de théorie générale, par le déclin du fonctionnalisme, puis, avec un décalage de plusieurs années, celui du structuralisme, ainsi que par l'épuisement du marxisme sous toutes ses variantes. En même temps, les années 70 ont vu prospérer divers paradigmes et en particulier ceux qui appartiennent, avec certes entre eux bien des différences, à la même grande famille intellectuelle de l'interactionnisme. Il est vrai qu'en se situant au niveau des interactions, et plus encore des plus élémentaires d'entre elles, il était possible de se désintéresser des grands problèmes politiques ou historiques, et d'analyser la vie sociale par le bas, sans avoir à se soucier de monter en généralité et de proposer beaucoup plus que des réflexions sur les méthodes qu'utilisent les individus dans leurs interrelations. On pouvait alors théoriser sans avoir à s'inscrire dans une « grande théorie ».

La sociologie phénoménologique, l'ethnométhodologie, l'interactionnisme symbolique, sans parler de la soi-disant « École de Palo Alto » sont ainsi venus prospérer dans la débâcle des écoles de pensée qui dominaient auparavant, et ont produit dans les années 60 et 70 des œuvres parfois très importantes, avec en particulier les grandes figures d'Erving Goffman ou de Harold Garfinkel.

Mais la crise ouverte en fait dès la fin des années 60, et dont Alwin Gouldner a commencé parmi les premiers à proposer une analyse¹, en fait limitée au fonctionnalisme parsonien, a été aussi le point de départ d'une mutation, que nous pouvons caractériser par l'idée d'un grand écart qui renouvelle fortement les sciences sociales, et tout particulièrement la sociologie.

1. Alwin Gouldner, *The Coming Crisis of Western Sociology*, New York, Basic Books, 1970.

D'une part, en effet, les sciences sociales ont de plus en plus mis en cause l'idée selon laquelle leurs analyses ne pouvaient être pertinentes que dans le cadre de l'État-nation et de son prolongement, les relations dites internationales, elles ont commencé à rompre, comme dit Ulrich Beck, avec le nationalisme méthodologique². Elles ont donné beaucoup d'importance à la globalisation, pour en comprendre les logiques, les mécanismes, les acteurs, les implications, les effets, et ces divers efforts ont débouché sur un renouveau de leur approche même des grands problèmes contemporains, mais aussi historiques : elles se sont mises à « penser global »³, à réfléchir autrement.

Et d'autre part, en réaction au structuralisme en cours de décomposition, et, souvent, pour aborder la poussée de l'individualisme moderne partout dans le monde, elles se sont intéressées de plus en plus à la subjectivité des acteurs, elles ont renoué avec la vieille notion philosophique de sujet.

Et quand elles ont voulu faire preuve d'une certaine cohérence, d'une capacité à articuler les deux registres, elles ont ébauché un grand écart, entre ce qu'il y a de plus général, de plus mondial, de plus global, d'un côté, et d'un autre côté ce qu'il y a de plus personnel, de plus intime, de plus subjectif. Les systèmes qu'elles envisagent sont désormais mondiaux, transnationaux, planétaires, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne sont pas peuplés d'institutions, et d'acteurs, et les acteurs qu'elles étudient, qu'ils se situent ou non au niveau global, se définissent, en amont de l'action, par leur capacité (ou non) d'être acteurs, d'agir, par leur subjectivité.

Les chercheurs sont de plus en plus nombreux à se situer plutôt sur un pôle, ou sur un autre de ce grand écart, à se spécialiser dans l'étude des systèmes, ou dans celle des individus, sujets ou acteurs, et en tous cas à procéder à partir plutôt du point de vue de la totalité, ou plutôt de celui des individus. Parfois est proposée une conceptualisation capable d'articuler les deux registres. Il en est ainsi, me semble-t-il, avec le concept de cosmopolitisme, tel qu'il est élaboré par Ulrich Beck⁴. Dans ce texte, je vais me situer du côté de la seule subjectivité.

2. Ulrich Beck, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*, Paris, Aubier, 2006.

3. Cf. mon livre *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Pluriel Hachette, 2010.

4. *Op. cit.*

Sujet/anti-sujet

Le retour du sujet dans la sociologie s'est fait de manière conquérante et sur un mode positif. Le sujet, ont dit par exemple Hans Joas ou Alain Touraine⁵, ce n'est pas l'acteur, mais la capacité d'être acteur, de construire son existence, de maîtriser son expérience, d'être responsable. Ce sujet ressemble beaucoup au sujet des Lumières, un individu moderne doté de raison et de capacité critique. Ce sujet, précisément parce qu'il est responsable, a un sens de la vie collective : il ne peut se constituer comme sujet qu'en considérant que tout être humain dispose du même droit, de la même possibilité que lui. Ce sujet, d'une certaine façon, est fort, de par sa capacité à réfléchir. C'est pourquoi il n'est pas égoïste, purement individualiste. Il est dès lors possible de passer d'un concept de sujet à une réflexion de philosophie politique sur la démocratie ou la vie politique : accroître les « capacités » de tous, selon l'expression d'Amartya Sen⁶, par exemple par des politiques publiques, c'est accroître pour chacun la possibilité d'être sujet.

Mais il existe une grande question, qui n'est étonnamment guère abordée en tant que telle par les nouveaux théoriciens du sujet, c'est, si l'on peut dire, sa face négative. Un « sujet », au sens qui vient d'être rappelé, peut ne pas pouvoir être acteur, parce que, par exemple, les conditions concrètes d'existence le lui interdisent. Que veut dire : construire son existence, être responsable, maîtriser son existence, agir, si on n'a accès à aucune des ressources nécessaires, si l'on est exclu, pauvre, confiné dans un ghetto, privé de droits ?

Le sujet, ici, ne disparaît pas, il ne peut pas se transformer en acteur, il constitue ce que j'ai appelé, faute de meilleure expression, un sujet « flottant ». Mais il faut aller beaucoup plus loin si l'on veut aborder avec le concept de sujet non pas la privation de ressources qui permettraient l'effectuation du sujet, mais tout un ensemble de conduites dans lesquels l'acteur met en œuvre le mal, la violence gratuite, la cruauté, la destruction, et dans lesquels le « sujet » ne considère pas ou plus autrui comme digne d'être sujet.

C'est ainsi que j'ai proposé, dans un ouvrage consacré à la violence⁷, d'élargir et d'approfondir le concept de sujet pour inclure des éléments qui échappent à sa définition classique, exclusivement positive et vaguement romantique, celle du « sujet » susceptible de devenir acteur pour construire son existence en même temps qu'un monde meilleur. J'ai notamment distingué alors, entre autres aspects, ce que j'ai appelé le non-sujet, et l'anti-sujet.

Le non-sujet renvoie à cette dimension de l'action dans laquelle l'acteur n'est pas responsable de ce qu'il fait, par exemple parce qu'il agit pour obéir à une autorité légitime, un chef d'État élu qui lui commande les pires horreurs (Eichman prétendant avoir contribué à la destruction des Juifs d'Europe uniquement parce qu'Hitler le lui ordonnait), un professeur qui, dans le cadre d'une expérience universitaire, demande à des étudiants de se comporter de manière barbare, comme dans les premières expériences de Milgram.

L'anti-sujet renvoie à la destruction, à la négation délibérée d'autrui, à la violence pour la violence, à la cruauté, et peut impliquer des notions de plaisir et de jouissance. L'anti-sujet est au plus loin de l'idée que tout être humain a le droit d'être aussi sujet. Au contraire, l'anti-sujet va de pair avec la déshumanisation de l'Autre, sa naturalisation, son animalisation, son objectivation.

Un concept complet de sujet doit donc inclure la face positive et la face négative du sujet, il doit aussi envisager ses dimensions d'irresponsabilité éventuelle. Ces remarques pourraient être précisées et complétées, en tenant compte par exemple des figures du sujet lorsqu'il s'agit de survie et de réponse à une menace vitale, réelle ou fantasmée, une figure qui a été précisée par le psychanalyste français Jean Bergeret⁸.

Mais il faut faire un pas de plus.

Subjectivation/dé-subjectivation

Le concept de « sujet », ainsi précisé ou complété, présente une limite importante. Il propose en effet de caractériser un individu, ou plusieurs, par leur virtualité, sous certaines conditions le cas

5. Hans Joas, *La Créativité de l'agir*, Paris, Cerf, 1999 [2008] ; Alain Touraine, *Penser autrement*, Paris, Fayard, 2007.

6. Amartya Sen, *Commodities and Capabilities*, Oxford India Paperback, 1987.

7. Michel Wieviorka, *La Violence*, Paris, Pluriel Hachette Littératures, 2005.

8. Jean Bergeret, *Freud, la violence et la dépression*, Paris, PUF, 1995.

échéant, à agir d'une certaine façon, ou d'ailleurs à ne pas agir. Il constitue une sorte d'explication aux conduites humaines, il indique l'existence d'une qualité propre à tous les hommes, mais variable dans sa structuration, d'une personne à une autre. À partir de cette qualité anthropologique, les comportements sont en partie déterminés, et donc le sujet apparaît comme explicatif. Une fois admis son existence, en amont de l'action, il ne reste plus au chercheur qu'à analyser les conditions, les rapports sociaux, ou interpersonnels qui vont rendre possible le passage du sujet à l'acteur, y compris s'il s'agit de l'anti-sujet, par exemple comme acteur de la violence.

Ainsi présenté, ce concept de sujet tranche la question importante, et peut-être insoluble, de savoir si le sujet préexiste à toute action, s'il est une virtualité que chacun de nous possède, ou non. Il repose sur un point de vue anthropologique qui situe le sujet doté de raison en amont de l'action, et présente l'inconvénient de façonner un essentialisme du sujet, d'en faire un attribut, la raison, à partir duquel chacun s'orienterait vers le bien, ou le mal, une qualité qui serait a-historique, a-sociale, a-culturelle, une qualité qui peut être conçue indépendamment de toute référence à des rapports sociaux ou à l'appartenance à un groupe, à une société, une culture, une religion. Une deuxième réponse à cette question, au contraire considère que le sujet se façonne dans l'action, dans l'expérience de la réalité, dans la connaissance vécue, et qu'il ne lui préexiste pas, ce qui présente l'inconvénient de rendre presque inutile ou redondant le concept de sujet, qui devient presque synonyme de celui d'acteur.

Les meilleurs esprits se sont heurtés à ce problème, et, plutôt que de trancher, lui ont apporté une réponse confuse, ou prenant la forme d'une pirouette – j'en donne quelques illustrations dans le chapitre d'un livre qui est consacré, précisément, à ces enjeux⁹.

En fait, le problème pour être résolu doit être déplacé. Au lieu de partir d'un concept finalement confus de sujet pour rendre compte de l'action, ce qu'il importe de comprendre est l'aboutissement de processus au fil desquels se façonne le sujet, qui de là, à un instant donné, passera, ou non à l'action. Le sujet est alors, simultanément, ce que l'expérience ou l'action a fait, mais aussi d'ailleurs

l'éducation et autres facteurs, et ce qu'il pourra faire, il est à la fois déterminé et déterminant. Le plus important n'est pas alors dans un concept nécessairement mouvant de sujet, il est dans la compréhension des processus qui conduisent à des états de sujet, comme ceux évoqués plus tôt (sujet flottant, anti-sujet, non-sujet, etc.).

Ces processus sont de deux ordres, qu'il faut distinguer analytiquement même s'ils peuvent se combiner contradictoirement dans la pratique : les uns sont des processus de subjectivation, les autres de dé-subjectivation.

Les sciences sociales ont tout à gagner à envisager de tels processus, car c'est à travers eux, avec eux que les individus et les groupes se construisent comme acteurs, qu'ils peuvent ou non faire des choix, s'inscrire dans des logiques d'action collective, inventer des mouvements sociaux ou culturels, contribuer à la mise en place, la transformation ou la destruction d'institutions, passer à la violence, etc. Les processus de subjectivation et de dé-subjectivation sont les processus par lesquels se construit et se transforme la conscience des acteurs, à partir de laquelle ils prennent des décisions. La subjectivation conduit vers le « sujet » à la Touraine ou à la Joas, capable d'agir car capable de se penser comme acteur et de trouver les modalités du passage à l'action, la dé-subjectivation conduit à l'inverse vers les formes décomposées et inversées du sujet, vers l'anti-sujet ou le non-sujet, et, de là, éventuellement, vers des conduites de destruction et d'autodestruction.

Il faut ici écarter un contre-sens. Étudier les processus de subjectivation et de dé-subjectivation est distinct de l'étude des interactions et de l'idée d'intersubjectivité. Ceux qui s'intéressent aux interactions n'ont pas besoin d'un concept de sujet ou de subjectivation/dé-subjectivation, ils considèrent que la vie sociale se donne à voir dans des interactions comme celles qu'ils analysent et que l'essentiel est dans la succession des discours et des actes des acteurs en présence, chaque propos ou chaque geste entraînant une réaction ou une réponse, et la séquence aboutissant à ce qu'il s'agit d'expliquer, par exemple une violence.

De même, l'idée d'intersubjectivité diffère de celle de subjectivation/dé-subjectivation, elle met en jeu la rencontre des subjectivités, leur choc éventuel, leur reconnaissance mutuelle le cas échéant, mais pas le travail sur elles-mêmes de chacune d'entre elles.

9. Cf. le chapitre 1 « Critique du Sujet » dans *Neuf leçons de sociologie, op.cit.*

Une illustration : la mémoire

Il a fallu attendre les années 70 pour que les sciences sociales se saisissent réellement de la mémoire, et s'en préoccupent dans leurs recherches. Certes, Maurice Halbwachs, dans deux textes d'inspiration fort distincte, le premier nettement plus durkheimien que le second, avait posé les bases d'une sociologie de la mémoire, bien avant la seconde Guerre mondiale, et notamment proposé l'idée de « cadres sociaux de la mémoire »¹⁰. Mais alors même que la philosophie n'a jamais cessé de s'intéresser à la mémoire, et même d'en faire une catégorie importante, les sciences sociales, après Halbwachs, l'ont de fait longtemps délaissée, à quelques exceptions près, comme Roger Bastide.

Quand, dans les années 60, la mise en avant d'une mémoire est devenue un élément de l'action collective, portée par des acteurs se mobilisant dans la sphère publique, il a bien fallu en tenir compte, d'autant qu'elle exerçait des effets politiques considérables, et traduisait des changements culturels de plus en plus massifs. La sociologie a commencé à constater qu'elle constituait une dimension, parfois centrale, de certains des « nouveaux mouvements sociaux » qu'elle étudiait, régionalistes par exemple, et qu'il s'agissait d'un aspect dont il fallait analyser la présence et les significations mises en jeu. Dans un contexte où les affirmations culturelles et religieuses devenaient passionnelles et presque obsessionnelles dans les débats publics, et où il était sans cesse question d'identités, de différences ou de diversité, la mémoire est devenue ainsi un objet, ou une partie d'objet pour l'analyse sociologique.

Ce moment de découverte d'un objet est maintenant derrière nous, et il faut faire un pas de plus : pour compléter la connaissance et la compréhension de l'objet empirique, ces « mémoires » portées par des groupes, des acteurs, pour les approfondir, il convient en effet de disposer d'un concept sociologique de la mémoire, qui soit lui-même intégré à des orientations théoriques plus vastes, permettant de monter en généralité. C'est à un début d'élaboration d'un tel outil qu'est consacré cet article.

10. Maurice Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Alcan, 1925 ; *La Mémoire collective* (œuvre publiée en 1950).

Les caractéristiques sociologiques de la mémoire

Considérons les mouvements qui, depuis maintenant un demi-siècle, se réclament d'une mémoire, d'un passé le plus souvent douloureux, fait de violences subies, de destruction physique et morale, mais aussi d'efforts pour survivre, voire pour témoigner. Aux États-Unis, par exemple, il s'est agi en tout premier lieu des Indiens et des Noirs descendants d'esclaves ; en Europe occidentale, d'acteurs rappelant l'existence d'une histoire, d'une langue, d'une culture meurtrie et menacée de disparition du fait d'un État central – mouvements régionalistes – ; de victimes d'un génocide – Juifs, Arméniens – ; de migrants rappelant le passé colonial ou la traite négrière, etc. Il s'est agi aussi, dans de nombreux pays, en Amérique latine, en Afrique, de la mémoire d'une dictature et de ses crimes, ou bien encore de celle des totalitarismes.

Les acteurs qui se dressent ainsi ne constituent pas des mouvements sociaux, surtout si l'on fait du mouvement ouvrier leur figure paradigmatique. La charge proprement sociale de leurs revendications n'est pas centrale. Il s'agit avant tout de mouvements culturels et moraux, ces acteurs demandent à être reconnus. Le thème de la reconnaissance est ici central, comme l'a parmi les premiers fait valoir Charles Taylor¹¹, renouant avec une tradition philosophique qui remonte à Hegel, mais aussi à Herder et Fichte, et comme l'ont compris tous ceux qui cherchent à promouvoir une forme ou une autre de multiculturalisme. Ils demandent de la justice, parfois des réparations. Leurs protestations rejoignent néanmoins celles d'un mouvement social lorsqu'ils lient le passé et le présent en affirmant que leurs difficultés sociales actuelles, par exemple dans l'accès à l'emploi, à l'éducation, à la santé, au logement, sont dues à des discriminations elles-mêmes enracinées dans l'histoire. C'est ainsi, par exemple, que pour comprendre les injustices sociales dont pâtissent aujourd'hui les Noirs américains, il faut tenir compte du fait qu'elles sont ancrées dans une structure raciale et profondément inégalitaire qui date de l'esclavage et qui s'est renforcée avec le racisme qui lui a succédé après la guerre de Sécession sous la forme, notamment, des lois Jim Crow. Dans certains cas, également, une mobilisation culturelle, lourdement lestée de revendications

11. Cf. par exemple Charles Taylor, *Multiculturalism and the Politics of Recognition*, Princeton University Press, 1992.

mémorielles, s'articule à un combat social. C'est ce que nous avons observé avec Alain Touraine, François Dubet et Zsuzsa Hegedus dans notre recherche sur le mouvement occitan, qui, à la fin des années 70, combinait une affirmation historique et culturelle, la mise en avant d'une langue, d'un passé, avec les demandes de viticulteurs en lutte, notamment, contre les marchands¹².

Mais lorsqu'ils disparaissent ou s'éteignent, les mouvements sociaux en eux-mêmes ne produisent pas de mémoire, ou fort peu, ou incapable de se hausser au niveau de la présence dans l'action politique ou dans le débat public. Ainsi, le mouvement ouvrier, figure centrale des sociétés industrielles, est absent des passions actuelles autour des mémoires, comme si son déclin historique s'était soldé par la disparition de son souvenir : les mouvements sociaux disparus, contrairement aux mouvements culturels ou religieux, ne se prolongent guère par des actions à charge mémorielle. En même temps qu'il disparaît du champ de vision, du débat public et des médias, le monde ouvrier, qui représente pourtant une part encore importante de la population active, y compris dans les sociétés les plus développées, disparaît aussi de la mémoire collective. Subsistent tout au plus, mais ce n'est pas la même chose, des vestiges de la société industrielle transformés en musée ou en patrimoine urbain.

Une deuxième caractéristique sociologique de la mémoire, telle qu'on peut l'observer empiriquement, est qu'elle n'est pas nécessairement enfermée dans le seul cadre de l'État-nation. Dans les premières expressions du phénomène, les acteurs mettant en avant une mémoire s'inscrivaient majoritairement dans ce cadre : Noir ou Indiens aux États-Unis dès les années 60, mouvements régionalistes, ou juif, dans la France des années 70, par exemple, interpellaient nettement l'État. Mais aujourd'hui, les acteurs sont souvent susceptibles de donner une portée supranationale, ou transnationale, à leur action, qui conjugue alors, éventuellement, des dimensions locales ou nationales et des dimensions globales. C'est ainsi, par exemple, que la mémoire du génocide arménien, portée dans plusieurs pays par des communautés arméniennes parfois influentes, interpelle des États qui n'ont aucune responsabilité dans les horreurs de 1915, mais à qui il est pourtant demandé de reconnaître qu'il s'est agi d'un génocide, ce qui

suscite en retour des tensions géopolitiques avec l'État turc.

Cette évolution, cette globalisation des mémoires doit elle-même beaucoup aux flux migratoires, qui fabriquent des diasporas, des circulations planétaires, des réseaux et des « communautés imaginées » qui fonctionnent non plus à la seule échelle des nations, comme chez Benedict Anderson, mais à celle de la planète, comme le montre Arjun Appadurai¹³.

Mais le plus important n'est pas là. Il est dans la subjectivité personnelle des acteurs, dans le fait que pour comprendre l'action, ses significations, ses enjeux, il faut partir des sujets qui se mobilisent, ou qui tentent de le faire. La charge mémorielle de l'action collective, ce n'est pas un paradoxe que de le souligner, repose sur la subjectivité des personnes singulières qui demandent justice, vérité, reconnaissance au nom d'un passé qui les concerne collectivement, mais qui aussi a affecté chacune, dans son être, dans son intégrité physique et morale. La mémoire des victimes d'un génocide, d'une dictature latino-américaine, ou africaine, ou d'un totalitarisme comporte des dimensions personnelles, met en jeu des souvenirs familiaux, l'absence de proches, le sentiment d'une perte ou d'un manque profondément individuel, le rappel de souffrances subies soi-même. Tous ces aspects d'une expérience singulière peuvent être partagés par d'autres, ce qui fonde éventuellement l'action collective, mais sans que se dissolve ce caractère particulier, personnel, hautement subjectif de la mémoire. Ce n'est pas un hasard si les musées et autres mémoriaux rappelant ce que fut une barbarie collective comportent des photos individuelles ou des listes nominatives des victimes, et pas seulement des documents plus généraux. Ce que demandent les victimes de massacres de masse ou d'un génocide, ce n'est pas seulement une reconnaissance générale, mais aussi des précisions sur la mort ou la disparition de tel ou tel proche, une reconnaissance de ce qu'elles ont dû subir personnellement, dans leur entourage immédiat. La poussée des mémoires dans la sphère publique est collective, elle est aussi indissociable de l'individualisme moderne, qui l'alimente.

12. Alain Touraine, François Dubet, Zsuzsa Hegedus, Michel Wieviorka, *Le Pays contre l'État*, Paris, Seuil, 1981.

13. Benedict Anderson, *Imagined Communities. Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, 1983 ; Arjun Appadurai, *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, University of Minnesota Press, 1996.

À partir de ces premières remarques, nous pouvons commencer à ébaucher ce qui constitue notre objectif : un concept sociologique de la mémoire. Celui-ci renvoie aux trois caractéristiques qui viennent d'être soulignées : la mémoire est un élément de l'action culturelle historique ou morale, bien plus que de l'action sociale, au sens classique de l'adjectif. L'espace de cette action ne se limite pas au cadre classique, pour les sciences sociales, que constitue l'État-nation. Enfin, et surtout, la mémoire doit être envisagée à partir des personnes singulières qui la portent, et pas seulement du système social ou des cadres collectifs dans lesquels elle se constitue et s'affirme éventuellement.

L'impact des mémoires

La poussée des mémoires¹⁴ s'opère dans l'espace public, ce qui n'interdit pas à certaines d'entre elles, ou à certaines dimensions de ces mémoires de rester confinées dans la sphère privée, et même de demeurer enfouie dans les souvenirs individuels. Un exemple peut illustrer cette remarque. Après la Deuxième guerre mondiale, l'Allemagne a proposé d'indemniser individuellement ceux des ayant-droits juifs qui, pour des raisons d'état civil, n'entraient pas dans le cadre d'une indemnisation collective, via un État. Beaucoup ont accepté, mais certains aussi, considérant que des réparations financières, même substantielles, n'apportaient pas une réponse satisfaisante à ce qu'eux et leurs proches avaient pu subir (mort, détention à Auschwitz, spoliations, etc.), ont préféré ne jamais entreprendre la moindre démarche dans ce sens. La mémoire était vive, et meurtrie, mais un traitement institutionnel de leur drame n'étant pas acceptable, elle allait rester leur affaire personnelle, en dehors de l'espace public.

Les mémoires interpellent d'en bas la puissance publique, l'État, les autorités, depuis la société, en en appelant à l'opinion, au sein du pays où elles s'expriment, mais parfois au-delà. Elles mettent en jeu le récit national, dont Ernest Renan, dans une célèbre conférence, avait indiqué qu'il devrait accepter une part d'oubli – « il est bon de savoir oublier »¹⁵ : elles trouvent mauvais et injuste d'oublier. Elles soulignent les pages sombres du passé, celles qui peuvent mettre en cause des images trop consensuelles de l'histoire de la nation. Elles

semblent même à ce point entrer en conflit avec la Nation que les historiens les moins ouverts à l'histoire « globale », les plus soucieux de contribuer à la production du récit national semblent indifférents ou éloignés des thématiques sur lesquelles elles se construisent, résister ou ignorer leur apport, ou les significations qu'il charrie. C'est ainsi que les ambitieux « Lieux de mémoire » de l'historien français Pierre Nora (trois volumes publiés chez Gallimard) ne disent rien de la traite négrière ou de l'esclavage en dehors d'une référence à l'exposition coloniale de Paris en 1931, ou qu'ils n'évoquent pas les camps d'internement de nomades.

Dans certains cas, les mémoires pèsent très directement sur l'histoire, comme récit rigoureux et soucieux de vérité, en imposant la prise en compte d'éléments pourtant incontestables, mais jusque-là niés, minimisés, oubliés, travestis parce qu'il s'agissait pour le pouvoir de promouvoir d'autres représentations, plus glorieuses, ou parce que jusque-là personne ne s'était soucié de les évoquer. La mobilisation peut aussi exercer des effets diffus, et même confus, rencontrer des résistances par exemple parce qu'elle est elle-même contradictoire et conflictuelle. Ainsi, les mémoires concernées directement par la Guerre d'Algérie sont en France diversifiées, portées par des acteurs ou des descendants d'acteurs variés, qui ont des conceptions différentes des événements et de leurs significations, Pieds Noirs, Harkis et leurs enfants, migrants algériens dont les parents ont milité au FLN, au MNA, soldats du contingent ayant éventuellement assisté, voire participé à des exactions ou des tortures, etc. Le résultat est un débat passionnel, loin de tout consensus sur le passé.

Une mémoire, plutôt que d'aider l'histoire, peut l'entraver, par exemple en imposant sa vision du passé au point d'interdire toute autre hypothèse. Quand des acteurs demandent reconnaissance de ce qu'ils appellent un génocide, par exemple, l'historien qui enverrait ses étudiants examiner des archives susceptibles d'infléchir le discours militant ou qui proposerait d'adopter un autre terme pour qualifier les faits est d'emblée soupçonné, ou accusé de négationnisme – ce fut le cas pour Bernard Lewis, refusant d'employer le mot de « génocide » pour y voir « la version arménienne de cette histoire », ce qui s'est soldé par une condamnation en justice et a suscité de vifs affrontements, y compris entre historiens.

14. Sur ce point, cf. *Neuf leçons de sociologie, op. cit.*, en particulier le chapitre 6 « Histoire, nation et société ».

15. Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, 1882.

Les mémoires ne pèsent pas seulement sur l'histoire comme récit national à travers les grandes mobilisations et les débats généraux qu'elles peuvent susciter, elles ont une influence qui peut transiter autrement. Ainsi, les enseignants qui doivent apprendre l'histoire nationale à des élèves venus d'ailleurs sont souvent interpellés par ces jeunes, qui demandent que l'on parle autrement de leur pays d'origine, ou du passé historique de la société d'accueil.

Les porteurs de mémoire ne demandent pas tous des réparations matérielles ou des compensations symboliques, mais tous veulent obtenir reconnaissance d'une part de ce qu'eux ou leurs ascendants ont subi, et d'autre part, le cas échéant, de ce que peut représenter, encore aujourd'hui, leur culture, et donc leur apport à la vie collective. Ce faisant, ils peuvent mettre en cause des équilibres politiques fragiles, atteindre des intérêts plus ou moins puissants, pousser à l'ouverture de dossiers délicats. Un conflit majeur est toujours possible, entre les exigences de la vérité et de la justice, portées par des mémoires, et une conception réaliste ou pragmatique de la paix sociale et politique. C'est pourquoi de vives tensions entourent toujours l'ouverture des archives d'une dictature ou la mise en place de commissions du type « vérité et réconciliation » : il n'est pas facile de rendre la justice tout en dépassant les drames du passé, dans l'esprit, par exemple, de Nelson Mandela et de sa méthode du « dialogue sans exclusion », il n'est pas facile de redonner dignité aux victimes, tout en obtenant des coupables qu'ils reconnaissent leurs crimes et exactions et les regrettent. Il n'est pas évident, comme l'expliquait le philosophe Jacques Derrida dans un entretien que nous avons eu ensemble en 2000¹⁶, de « pardonner l'impardonnable ».

Enfin, l'impact des mémoires peut aller jusqu'à transformer fortement les représentations que la société et sa nation donnent d'elles-mêmes, bien au-delà du seul discours des historiens ou des manuels d'histoire. Ainsi, les États-Unis, jusque dans les années 60, se vivaient comme le fruit d'une épopée dans laquelle les forces du progrès, de la raison, de la civilisation, avaient légitimement avancé vers l'Ouest en se débarrassant au fur et à mesure de la barbarie et de l'ignorance incarnées par les Indiens. Bandes dessinées et Westerns ont

à l'époque massivement diffusé cette image en des termes qui semblent aujourd'hui dater de temps très lointains.

À partir de cette deuxième série de remarques, nous pouvons préciser notre concept sociologique de la mémoire. **La mémoire est un élément constitutif d'une action qui interpelle la société dans son ensemble, et met éventuellement en cause la Nation et, avec elle, la discipline qui souvent lui apporte son ciment : l'histoire. Elle exerce éventuellement une influence de bas en haut, pesant sur le récit national, infléchissant le travail des historiens, modifiant les représentations que la société et la nation donnent d'elles-mêmes.**

La conscience du temps

La mémoire n'a évidemment pas la rigueur de l'histoire. C'est une construction, individuelle comme collective, changeante, toujours susceptible d'évoluer dans le temps. La mémoire n'a pas à se soumettre à l'examen scientifique des faits, au travail sur archives, aux vérifications patientes qui sont le lot des historiens. Elle peut le faire, certes, mais n'est pas tenue par les résultats de tels efforts, elle porte en elle sa vérité.

La mémoire, telle qu'elle s'exprime, est sélective. Elle résulte d'un tri dont les critères ne sont pas nécessairement explicites. S'agit-il d'écarter des éléments sans importance ? De refouler des souvenirs honteux ? De censurer certaines horreurs jugées indicibles ? D'éviter d'apporter de quoi alimenter des positions que l'on souhaite combattre ? De se donner soi-même à voir sous un angle exclusivement favorable ? De préparer une commémoration ? La mémoire est pleine d'erreurs, d'approximations, d'oublis, ce qui ouvre la voie à des critiques éventuellement extrêmes, comme si seules les sources écrites pouvaient avoir valeur de sérieux pour l'historien. Dans ses erreurs, oublis et approximations, elle peut être profondément influencée par l'air du temps, par des témoignages. Elle est à bien des égards un « bricolage », pour reprendre le terme popularisé par Claude Lévi-Strauss, mais aussi Roger Bastide¹⁷, où sont intégrés des éléments réels et d'autres inventés ou empruntés à d'autres, réels ou eux-mêmes fantasmés, comme dans ce témoignage d'un survivant d'Auschwitz qui montre aux élèves des écoles dans lesquelles il est invité à

16. Jacques Derrida, Michel Wieviorka, « Le Siècle et le Pardon », publié pour la première fois dans *Le Monde des Débats*, décembre 1999, et repris dans *Foi et savoir*, Paris, Seuil, 2001.

17. Cf. Roger Bastide, « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'Année sociologique*, 1970.

témoigner « un savon ‘ fabriqué à partir des corps des détenus’ alors que, depuis des dizaines d’années, il a été établi que cette fabrication était une rumeur »¹⁸. Et souvent, dans la mémoire, la part du réel n’est pas seule à nous informer, celle aussi qui résulte de l’invention peut faire sens – un sens qui n’est pas évident, et qu’il revient au chercheur, précisément, d’établir.

Il en est de la mémoire comme de la conscience. Le sens de l’action présente, celle par exemple du mouvement social, n’est jamais, ou qu’exceptionnellement intégralement réductible à la conscience de l’acteur qui y participe, il ne lui est jamais non plus entièrement étranger. De même, le sens de la mémoire n’est jamais, ou qu’exceptionnellement réductible au discours des acteurs, il ne lui est jamais non plus totalement étranger. Car la mémoire, c’est en fait cette partie de la conscience qui s’intéresse au passé, et qui éventuellement le transforme en force agissante, en composante de l’action.

Ce qui introduit un renversement par rapport aux conceptions classiques de l’histoire. Celle-ci, traditionnellement, situe les sociétés et les nations dans un mouvement général, elle apporte un savoir sur le passé qui peut ensuite être transmis aux individus, à commencer par les enfants qu’elle contribue à socialiser et, aujourd’hui, les migrants qui sont supposés s’en imprégner pour s’intégrer. La mémoire, c’est l’inverse, c’est ce qui provient de membres de la société, et tout particulièrement de ceux qui estiment avoir souffert dans le passé, et qui vient interpeller la société dans son ensemble, peser sur le récit national, sur la Nation. La mémoire oblige l’histoire à se placer de l’intérieur de la société, elle la somme de se transformer en tenant compte de ce qu’elle avance, elle lui interdit de surplomber la vie collective. La mémoire désacralise l’histoire, elle lui ôte une partie de sa légitimité, celle d’un discours transcendant, associé aux représentations les plus décisives de l’identité collective. La mémoire banalise l’histoire en s’autorisant à l’interpeller sur son terrain, qui est celui du temps et du passé. Alors même que les progrès de l’individualisme contribuent au « présentisme » que dénonce François Hartog¹⁹, à la dictature de l’immédiat, ou de l’éphémère, la mémoire réintroduit toute l’épaisseur du passé,

à sa façon, du dedans de la vie sociale, mais en mettant en cause la nation, en contribuant à la fragmentation culturelle, à la poussée des identités particulières et à la « concurrence des victimes » que Jean-Michel Chaumont, le premier, a su observer et analyser²⁰.

Enfin, la mémoire relève parfois à ce point de l’invention qu’elle peut se construire sur une base totalement a-historique. Il en est ainsi, par exemple, en raison des progrès de la génétique et de la génomique, qui permettent à une personne de connaître scientifiquement ses origines grâce à l’analyse de son ADN, de découvrir, par exemple, qu’elles ne sont pas ce que l’on croyait, de se doter de nouveaux ascendants et, à partir de là, de se forger une histoire personnelle, des racines – une mémoire.

Cette troisième série de remarques nous permet de compléter notre élaboration du concept sociologique de mémoire. La mémoire en effet est portée par des acteurs mobilisés pour introduire le passé dans la sphère publique, ce qui aplatit en quelque sorte l’histoire. Du point de vue de ces acteurs, elle définit une signification de l’action dont ils ont une conscience plus ou moins claire, plus ou moins fondée. **Disons-le d’un mot, la mémoire, du point de vue sociologique, c’est la conscience du temps.**

Subjectivation et dé-subjectivation

La mémoire, on l’a dit, est changeante, sélective et plus ou moins approximative et erronée. Ce constat mérite d’être approfondi. Pourquoi en est-il ainsi, qu’est-ce que cela peut signifier ? Les explications qui partent du système, de la société dans son ensemble, des conditions générales, favorables ou non à l’expression d’une mémoire peuvent contribuer à comprendre comment des acteurs parviennent ou non à s’exprimer, mettent en avant plutôt un aspect, ou un autre, de l’expérience historique qu’ils veulent voir reconnue. Ainsi, et contrairement aux affirmations de Michael Pollak dans son livre par ailleurs fort intéressant sur l’expérience concentrationnaire, les survivants de retour des camps de la mort voulaient parler, mais ils n’avaient pas l’espace pour le faire ; leur expérience n’était pas indicible, mais bien davantage inaudible, par exemple parce que la sphère publique, toute occupée qu’elle était par le souvenir de la résistance des gaullistes et des

18. Annette Wieviorka, *L’Heure d’exactitude. Histoire, mémoire, témoignage*, Paris, Albin Michel, 2011, p. 162.

19. François Hartog, *Régimes d’historicité, présentisme et expérience du temps*, Paris, Seuil, 2003.

20. Jean-Michel Chaumont, *La Concurrence des victimes*, Paris, La Découverte, 1997.

communistes, ne laissait guère la place pour parler des Juifs, ou pour les écouter²¹.

Mais le besoin de parler, d'exprimer une mémoire, d'obtenir sa reconnaissance ne peut s'expliquer que bien partiellement par les exigences ou l'évolution du système social ou politique, par le fonctionnement et les transformations de la société, et pour saisir la portée, les formes, les changements, les torsions de la mémoire et de ses expressions, mieux vaut partir de ceux qui la portent, et de leur subjectivité.

Dans certains cas, la mémoire est proche de la réalité que peuvent établir les historiens, et même plus solide que ce qu'ils en connaissent, ou plus novatrice, et ceux qui la portent disposent des ressources psychologiques et sociales pour l'exprimer. Ils sont d'autant plus à leur aise, précis, convaincants, qu'ils sont capables de prendre une certaine distance par rapport à leur expérience. Pour le dire en termes psychanalytiques, ils ont su ou pu effectuer le travail de deuil qui les autorise, tout à la fois, à introduire le passé dans le présent, et à se projeter vers l'avenir. La mémoire est associée alors à un processus de subjectivation plutôt réussi.

À l'inverse, dans d'autres cas, la mémoire est confuse, particulièrement changeante ou instable, difficile à exprimer clairement, plus ou moins contradictoire, ou bien encore elle comporte à l'évidence des éléments qui relèvent de l'invention, de l'appropriation du discours d'autrui, comme chez cette femme qui est interviewée dans le cadre d'un programme universitaire de collecte des témoignages oraux de survivants des camps nazis et qui injecte dans son propre récit des éléments qu'elle emprunte à l'évidence au film de Steven Spielberg, *La liste de Schindler*, qu'elle vient de voir²². Ces erreurs, approximations, emprunts, ce bricolage indiquent à leur façon les difficultés qu'il peut y avoir à produire un témoignage ou un récit qui correspondrait à l'histoire. Ils nous mettent en face d'un déficit de subjectivation, de difficultés à se constituer en sujet, et peut-être même d'un processus de dé-subjectivation, dans lequel l'acteur est incapable de maîtriser son expérience. La dé-subjectivation peut

revêtir d'autres formes : mélancolie, pour utiliser là encore une catégorie psychanalytique, et donc incapacité à se dégager du passé pour l'introduire dans le présent et se projeter vers le futur, imposition à d'autres d'un certain discours mémoriel qui leur interdit de se construire eux-mêmes comme sujets – ce qui est le cas, par exemple, quand un milieu entier, familial ou communautaire, mobilisé autour d'une mémoire particulièrement douloureuse et non reconnue, impose aux enfants de vivre dans cette mémoire, sans possibilité pour eux de s'en abstraire ou de prendre quelque distance. Dans la pratique, subjectivation et dé-subjectivation peuvent fort bien cohabiter, fonctionner sous la forme de logiques en tension ou en contradiction, contribuant à ce qu'on peut appeler un travail de mémoire.

Les formes les plus pathologiques de la mémoire traduisent la dé-subjectivation de ceux pour qui le passé ne peut être converti en discours et en action présente, dans certains cas ou à certains égards en raison de conditions défavorables, mais aussi, dans d'autres cas, du fait du caractère extrême des souffrances endurées, qu'elles soient psychiques ou physiques. La mémoire insoutenable, comme c'est le cas du personnage de Sophie dans le célèbre ouvrage *Le Choix de Sophie* de William Styron, n'autorise pas de se constituer en sujet, et au bout du chemin, guettent la folie ou l'autodestruction, le suicide.

Il ne faut pas déduire de ces remarques que la subjectivation, c'est le bien, et la dé-subjectivation le mal. La dé-subjectivation traduit une difficulté, voire une impuissance, elle touche peut-être à ce qu'il y a de plus délicat : la capacité de nos sociétés à faire entrer dans l'histoire ce qui, dans le passé, n'a pas trouvé sa place. L'histoire, c'est d'abord celle des vainqueurs, comme l'a souligné Walter Benjamin²³ avant que des historiens comme Nathan Wachtel développent pratiquement une histoire des vaincus²⁴. Mais « l'identification au vainqueur bénéficie donc toujours aux maîtres du moment »²⁵ : « le problème, ce sont les perdants »,

21. Michael Pollak, *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, Paris, Métailié, 2000 ; cf., en réponse à ce type d'argumentation, Annette Wieviorka, *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Paris, Hachette-pluriel, 2003.

22. Annette Wieviorka, *op. cit.*, p. 16.

23. Cf. ses thèses *Sur le concept d'histoire*, rédigées en 1940, mais longuement mûries et encore au stade de l'ébauche, dans Walter Benjamin, *Œuvres III*, Paris, Gallimard, Folio/Essais, 2000, p. 427-443.

24. Nathan Wachtel, *La Vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la Conquête espagnole. 1530-1570*, Paris, Gallimard, Folio Histoire, 1971 [rééd. 1999].

25. Walter Benjamin, *op. cit.*, p. 432.

commente Reyes Mate²⁶, « ils ont été écartés du développement historique suite à leur défaite. Leur passé a pris un aspect inerte, presque naturel ». La mémoire consiste alors à sortir ce passé de son silence, à rappeler les espoirs, les attentes des perdants et, plus largement, des laissés-pour-compte du passé. Elle indique qu'un autre futur était possible, ou souhaité, elle en énonce la possibilité. Elle affronte le passé avec une empathie pour les victimes, les laissés-pour-compte, les vaincus, ce qui a évidemment aussi une grande importance pour les temps présents : comment une société pourrait-elle se dire sensible à la pauvreté, à l'injustice, au malheur, aux souffrances si elle y est indifférente en ce qui concerne le passé ? Ce qui est une tâche qui peut devenir impossible, douloureuse, ce qui valorise le témoin, le témoignage. En ce sens les critiques contemporaines de la « victimisation », comme l'essayiste Pascal Bruckner²⁷ passent à côté de l'essentiel, qui y voient une sorte de chantage et un déni de la responsabilité des « victimes », une instrumentalisation du malheur passé pour obtenir des avantages symboliques ou matériels : l'ère des victimes, c'est aussi l'ère où le passé ne se réduit plus aux vainqueurs et aux dominants, et où la mémoire permet de faire une place aux vaincus ou aux laissés-pour-compte, à ceux qui n'ont pas eu le droit d'avoir des droits, ou la possibilité de les exercer. La mémoire maintient en vie ce qu'ont vécu ceux qui ne sont pas entrés dans l'histoire, qui sont restés sur le bord de la route; elle nous dit ce que nous avons perdu, et pas seulement ce qu'ont gagné les vainqueurs, elle redonne sens à ce qui en avait peut-être, mais qui a sombré dans le silence. Elle prend l'allure de la dé-subjectivation quand ce travail de rédemption est au-dessus des forces de celui qui l'entreprend, quand il dérive, quand son auteur perd pied, s'effondre, est comme écrasé par un passé qu'il ne peut plus évoquer sérieusement.

L'histoire ne pourrait-elle pas se transformer, bien plus qu'elle ne le fait aujourd'hui, pour prendre en charge, scientifiquement, ce que aujourd'hui des mémoires charrient plus ou moins maladroitement ? Il semble que sans acteurs, sans témoins, sans victimes, l'histoire soit paresseuse, ou indifférente à cet enjeu.

Nous pouvons, avec cette dernière série de remarques, mettre la dernière main à notre proposition d'un concept sociologique de la mémoire. Celle-ci est une élaboration qui prend toute son importance dans le contexte contemporain de poussée simultanée de l'individualisme, moderne et des identités collectives, avec tous les risques de fermeture communautaire que ce phénomène comporte. La mémoire oscille entre deux pôles extrêmes renvoyant l'un à des processus de subjectivation, l'autre à des processus de dé-subjectivation. Ces processus éventuellement mêlés sont individuels, mais aussi susceptibles d'alimenter des logiques collectives, dans lesquelles des personnes singulières se retrouvent et qui, en retour, façonnent de nouveaux engagements mémoriels.

Le concept de mémoire que nous avons ainsi ébauché nous permet de mieux aborder des expériences concrètes, dans lesquelles une mémoire se construit, s'affirme, s'invente, s'éveille, puis évolue, se transforme, gardant ou non le contact avec la vérité historique qu'elle est susceptible de nourrir, ou d'interdire au contraire d'expression, s'institutionnalisant, se reproduisant éventuellement. Il s'inscrit dans une perspective générale, qui est celle d'une sociologie de l'action s'intéressant tout particulièrement aux formes et aux significations que véhiculent les mouvements collectifs d'aujourd'hui, et à leur capacité à favoriser ou non le vivre-ensemble, et la démocratie. En ce sens, le concept de mémoire qui est proposé ici ne vient pas nourrir une sociologie spécialisée de la mémoire, ou du temps, il est un outil qui relève d'orientations générales, qui sont celles de sciences sociales s'émancipant des catégories classiques et entrant de plain-pied dans le XXI^e siècle.

26. Reyes Mate, *Minuit dans l'histoire. Commentaires des thèses de Walter Benjamin « Sur le concept d'histoire »*, Paris, MUX, 2009, p. 20.

27. Pascal Bruckner, *La Tentation de l'innocence*, Paris, Grasset, 1995.

Dernières parutions

Working Papers

Hervé Le Bras, Jean-Luc Racine & Michel Wieviorka, *National Debates on Race Statistics: towards an International Comparison*, FMSH-WP-2012-01, février 2012.

Manuel Castells, *Ni dieu ni maître : les réseaux*, FMSH-WP-2012-02, février 2012.

François Jullien, *L'écart et l'entre. Ou comment penser l'altérité*, FMSH-WP-2012-03, février 2012.

Itamar Rabinovich, *The Web of Relationship*, FMSH-WP-2012-04, février 2012.

Bruno Maggi, *Interpréter l'agir : un défi théorique*, FMSH-WP-2012-05, février 2012.

Pierre Salama, *Chine – Brésil : industrialisation et « désindustrialisation précoce »*, FMSH-WP-2012-06, mars 2012.

Guilhem Fabre & Stéphane Grumbach, *The World upside down, China's R&D and innovation strategy*, FMSH-WP-2012-07, avril 2012.

Joy Y. Zhang, *The De-nationalization and Re-nationalization of the Life Sciences in China: A Cosmopolitan Practicality?*, FMSH-WP-2012-08, avril 2012.

John P. Sullivan, *From Drug Wars to Criminal Insurgency: Mexican Cartels, Criminal Enclaves and Criminal Insurgency in Mexico and Central America. Implications for Global Security*, FMSH-WP-2012-09, avril 2012.

Marc Fleurbaey, *Economics is not what you think: A defense of the economic approach to taxation*, FMSH-WP-2012-10, may 2012.

Marc Fleurbaey, *The Facets of Exploitation*, FMSH-WP-2012-11, may 2012.

Jacques Sapir, *Pour l'Euro, l'heure du bilan a sonné : Quinze leçons et six conclusions*, FMSH-WP-2012-12, juin 2012.

Rodolphe De Koninck & Jean-François Rousseau, *Pourquoi et jusqu'où la fuite en avant des agricultures sud-est asiatiques ?*, FMSH-WP-2012-13, juin 2012.

Jacques Sapir, *Inflation monétaire ou inflation structurelle ? Un modèle hétérodoxe bi-sectoriel*, FMSH-WP-2012-14, juin 2012.

Franson Manjali, *The 'Social' and the 'Cognitive' in Language. A Reading of Saussure, and Beyond*, FMSH-WP-2012-15, July 2012.

Michel Wieviorka, *Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation*, FMSH-WP-2012-16, juillet 2012.

Position Papers

Jean-François Sabouret, *Mars 2012 : Un an après Fukushima, le Japon entre catastrophes et résilience*, FMSH-PP-2012-01, mars 2012.

Ajay K. Mehra, *Public Security and the Indian State*, FMSH-PP-2012-02, mars 2012.

Timm Beichelt, *La nouvelle politique européenne de l'Allemagne : L'émergence de modèles de légitimité en concurrence ?*, FMSH-PP-2012-03, mars 2012.

Antonio Sérgio Alfredo Guimarães, *Race, colour, and skin colour in Brazil*, FMSH-PP-2012-04, July 2012.